

VERTS AUVERGNE

JOURNAL (IR)RESPONSABLE

JANVIER 2015 / N° 62 / 2€

Le journal de l'écologie politique



Sommaire

1 - Hommage à nos amis de Charlie hebdo assassinés

2 - Édito de Nicolas Bonnet
- extraits discours Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale

3 - Paroles de survivants : Fabrice Nicolino

4 - Paroles de survivants : Zineb El Rhazoui

-

La lettre des élus écologistes

5 à 8 - Echos de la Session du Conseil Régional
- Session budgétaire de décembre 2014

9 - Réforme territoriale : déni de démocratie, précipitation et improvisation

10 - Tescou s'en va-t-en guerre...
- Le premier numéro de La Fouine

11 - Projet de golf à Moncombroux-les-Mines
- Lima confirme l'engagement des Etats pour un accord à Paris en 2015

12 - Bernard MARIS, Oncle Bernard à Charlie Hebdo
- Adhésion : l'écologie a besoin de vous.



Hommage à nos amis de Charlie Hebdo assassinés...

Charlie Hebdo, c'est d'abord la création, l'imagination et la culture.

Charlie Hebdo, c'est l'inverse des extrêmes, de la haine et de la peur. C'est un journal satirique dont l'objet est de déconstruire les conventions et les symboles mais aussi de sortir des analyses convenues.

Charlie Hebdo, c'est aussi l'irrévérence. Dans leur construction, les écologistes ont été très marqués par ce caractère libertaire hérité de mai 68. Nous partageons avec eux le goût de la remise en cause des conservatismes et des pudeurs, cette audace qui manque souvent aux sociétés d'aujourd'hui, minées par l'uniformisation et la marchandisation à outrance.

Charlie Hebdo a souvent accompagné les grands combats de société. Ils étaient par exemple aux premières loges sur le combat contre la peine de mort, croquant avec justesse le manque de courage de Pompidou et de Giscard d'Estaing. Ou encore, comme le raconte Gisèle Halimi, le "manifeste des 343" n'aurait pas fait autant bouger les lignes si Charlie Hebdo ne l'avait pas renommé le "manifeste des 343 salopes". Nous devons nous en souvenir alors que nous fêtons les 40 ans de la loi Veil autorisant l'IVG.

Et bien sûr, Charlie Hebdo est un des premiers médias à avoir traité l'écologie de façon politique. Pierre Fournier, journaliste et dessinateur à Charlie Hebdo, est à l'origine de la première manifestation anti-nucléaire, qui a réuni 15000 personnes en juillet 1971 contre le projet de centrale nucléaire du Bugey dans l'Ain. Nombreux étaient les dessins qui raillaient les chasseurs et leurs pratiques peu respectueuses de la dignité animale.

Ils ne se sont pas privés, non plus, de caricaturer les défauts des Verts, les multiples leaders et chefs autoproclamés, nous mettant devant nos contradictions et illustrant nos débats d'une bien meilleure manière que certains de nos discours.

extrait du discours d'Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale EELV, lors des vœux à la presse le 14 janvier 2015



Les dessins de ce numéro ne prétendent pas illustrer les articles, mais sont à considérer comme un hommage aux dessinateurs Charb, Tignous, Honoré, Wolinski et Cabu, morts dans l'attentat du 7 janvier 2015.



Après les attaques terroristes de Charlie Hebdo, de Montrouge et de l'épicerie casher de la porte de Vincennes, et au-delà de l'indignation populaire qu'elles ont légitimement suscitée, il nous appartient de ne pas tomber dans les pièges que de tels actes nous tendent. La tentation est pourtant grande de céder à la peur et de chercher à se rassurer en restreignant les libertés individuelles, à commencer par la liberté d'expression. Elle n'est pas moindre, la tentation de verser dans le tout-sécuritaire via une surveillance accrue de chaque citoyen au motif que cela serait censé prévenir tout nouvel attentat. Ou encore celle d'exorciser nos peurs en désignant des boucs-émissaires, en stigmatisant une partie de la population et en nourrissant ce choc des civilisations dont certains oiseaux de mauvais augure se font déjà les prophètes. Dans tous les cas, nous offririons la victoire aux terroristes auteurs des récentes attaques.

Contre la peur, nous devons défendre et affirmer haut et fort la liberté d'expression ainsi que toutes les autres libertés. Se lancer dans un « Patriot Act » à la française, alors même qu'après dix ans d'existence, le bilan de ce dernier aux États-Unis est très controversé au regard de son coût pour les libertés fondamentales. Restreindre la liberté d'expression, s'autocensurer, ce serait



abdiquer nos valeurs au profit de celles de nos agresseurs. Nous devons aussi être clairs sur le fait que les assassins qui tuent en se revendiquant d'une religion, ici l'Islam, n'ont aucune légitimité pour cela et n'engagent donc en rien tous ceux qui se revendiquent de cette même religion. Nous prônons la non-violence dans les relations humaines, et ne pas tomber dans les amalgames réducteurs en est un préalable essentiel.

Au Patriot Act américain de 2001, nous opposons l'esprit d'Oslo de 2011, celui qui fut la réponse de la Norvège aux attentats commis par Anders Breivik, à savoir « plus de démocratie, plus de tolérance et une plus grande implication politique » de chacun. Breivik est norvégien. Les frères Kouachi étaient français. Tous trois sont les rejets monstrueux d'une modernité qui parfois nous échappe mais ne reste pas moins la nôtre.

Le grand rassemblement citoyen du 11 janvier était porteur de cet esprit d'Oslo, celui de la chance, difficile, donnée à la démocratie citoyenne, au travail sur soi et à l'éducation. Il est essentiel de modérer les grands discours sur « l'union nationale » d'une certaine forme d'humilité, propre à éviter la stigmatisation et les accusations trop rapides, trop faciles. L'humilité de reconnaître que notre société a aussi trop longtemps produit inégalités, violences et injustices.

Si les moyens, notamment humains,

doivent incontestablement être renforcés dans la lutte contre le terrorisme, et plus précisément dans le renseignement, le partage d'informations et le suivi des filières, la société doit être préservée d'une mobilisation générale, d'une chasse aux sorcières qui se ferait contre elle et qui, rétrospectivement, donnerait raison aux terroristes en misant sur la peur, la méfiance et la division généralisées.

Ne cédon pas à l'angélisme : ces criminels doivent être combattus pour ce qu'ils sont : des assassins. De même, les factions armées islamistes, telles Daech ou Boko Haram, qui massacrent et asservissent des populations, doivent aussi être combattues, non pour le lien qu'elles revendiquent avec une religion dont elles dévoient les préceptes, mais parce qu'elles commettent des actes d'une barbarie sans nom, méprisant la liberté, la démocratie, la vie humaine.

Malgré la difficulté de la tâche et l'ampleur de l'émotion, il nous faut saisir l'occasion de ce sursaut citoyen pour relever le défi de cette violence par un surplus de démocratie, de fraternité et de justice sociale. Mené sans concession, il sera certes douloureux et délicat. Mais bien moins coûteux que le serait un recours à des solutions flattant les passions les plus proches et les plus basses.

Nicolas BONNET, secrétaire régional
21 janvier 2015

*Extrait du discours d'Emmanuelle Cosse,
secrétaire nationale EELV,
lors des vœux à la presse le 14 janvier 2015 - (suite)*

Et maintenant que faire ? Je me refuse à faire comme si les attentats de la semaine dernière n'auront aucun impact sur la vie politique à laquelle nous participons. La gravité de ces attaques, ces 17 morts, ces mobilisations des derniers jours, ne peuvent pas être effacées par le retour du train-train politique.

Notre pays connaît une véritable crise morale, qui a amené un parti d'extrême droite en tête des dernières élections européennes. Notre pays montre son incapacité à répondre durablement à cette France à deux vitesses. Dix ans après les émeutes dans les quartiers populaires, et malgré des investissements massifs qui ont pu y être faits, la pauvreté, l'isolement et l'enclavement y demeurent. Le manque de perspectives de tant de jeunes doit nous saisir pour que l'on puisse leur offrir un meilleur avenir.

Après la dignité, vient le temps de la responsabilité. Et notre responsabilité, c'est de prendre à bras les corps ces sujets et d'y apporter des réponses pérennes. C'est de ne pas se jeter dans la facilité en

faisant de la gesticulation sécuritaire et politique.

Il nous importe tout d'abord de tout faire pour poursuivre la dynamique citoyenne de ces derniers jours. Cela passe par la remise au centre des citoyens, partout où ils ont été privés de leur pouvoir d'agir. Nous devons lui donner suite, la concrétiser, en engageant de grandes réformes institutionnelles.

Cela passe aussi évidemment par une réhabilitation de la représentation politique. Les banlieusards, les ouvriers, les femmes, les jeunes et la diversité des origines ne sont pas représentés dans les institutions. Cela ne peut plus durer.

La proportionnelle, le non-cumul des mandats, y compris dans le temps, et le statut de l'élu permettant de sortir des logiques de carrière doivent être mis en place.

Il est également temps d'aller au bout d'un droit de vote des étrangers aux élections locales. Enfin,

nous devons concrétiser le pouvoir d'agir citoyen en relançant une dynamique participative et en innovant dans les pratiques démocratiques, comme les référendums locaux ou le droit d'interpellation citoyenne.

Plus largement, il y a urgence à sortir des logiques d'autoritarisme et de violence qui ont particulièrement marqué l'année 2014. Cela passe par une refonte des méthodes de débat public et une redéfinition de l'utilité publique, prenant en compte les bienfaits de la nature et les atteintes à l'environnement afin d'éviter les impasses de Notre-Dame-des-Landes, Sivens ou Roybon.

Nous devons également nous attaquer au terrorisme. Le débat est d'ores et déjà ouvert sur la manière dont nous devons y répondre. Mettons-nous en garde contre les élans guerriers.

Les politiques doivent, à leur niveau, donner corps à cette reconquête citoyenne. C'est ce que les écologistes auront à cœur de faire durant toute l'année 2015.

... Paroles de survivants



Mes si chers amis d'ici et d'ailleurs

par Fabrice Nicolino, blessé dans l'attentat de Charlie Hebdo

Publié le 16 janvier 2015 sur son site *Planète sans visa* -

Une autre façon de voir la même chose

<http://fabrice-nicolino.com/index.php?p=1862>

Je vais aussi bien que possible dans une telle situation. Après une grosse perte de sang, deux transfusions et une opération longue, retour au calme. J'ai reçu des balles dans chacune de mes jambes, j'ai une plaie à la hanche et une autre à l'épaule. Et pas mal d'éclats dans le corps, qui n'en repartiront pas. Ils rejoignent ainsi l'éclat d'une bombe fichée dans mon pied gauche depuis le 29 mars 1985. Ce jour-là - fatalitas ! -, j'ai été victime d'un attentat au cinéma parisien le Rivoli-Beaubourg.

Retour au présent : J'ai reçu pour l'heure près d'un millier de messages. Continuez!

La quasi-totalité expriment une chaleur et une amitié dont j'ai désormais un besoin quotidien.

Je n'ose penser

Première évidence : la réaction si spectaculaire de la société française est évidemment un puissant baume pour les blessures du corps et de l'âme. Bien entendu, à cette hauteur de mobilisation, le malentendu est partout. Des gauchistes antisionistes ont défilé avec des Juifs à kippa, des pieux musulmans avec des cathos anti-mariage gay, des sarkozystes et des zemmouristes avec des mélenchonistes. Et c'est vraiment ce qui pouvait arriver de mieux. Un tel déferlement crée nécessairement un substrat, au sens agricole, un compost sur lequel pousseront les réponses que nous saurons formuler ensemble.

Nul ne peut connaître le résultat de tels ébranlements, qui touchent à l'intime des cœurs. Mais on peut du moins dire que sans ces fondations, rien n'aurait pu germer demain sur la terre dévastée de ce si petit pays de France. Nous sommes désormais face à une possibilité. Ce qui fait peu, mais surtout beaucoup.

Les contours du Grand Partage

Vous le savez, je tiens la crise écologique, si dramatique, comme le cadre neuf dans lequel penser notre avenir commun, aussi compromis qu'il puisse paraître. Sous ma plume, il ne s'agit pas d'une formule, mais d'une conviction définitive. Elle implique une politique révolutionnaire.

Et démocratique, cela va de soi. Il faut définir les contours du Grand Partage. Partage de l'espace et des ressources. Mais à condition d'y inclure nos frères les animaux, dont le sort maudit ne cesse d'aggraver celui de la psyché humaine. Hors ce cadre-là, il ne peut y avoir que ravage, destruction du monde, mortels affrontements.

Le bonheur des nuits d'insomnie

Depuis que je suis hospitalisé, et dès que j'ai pu m'adresser à mes soignants, je me suis mis à parler.

La plupart, depuis les aides-soignants jusqu'aux chirurgiens, en passant par les infirmier-ères m'ont paru admirables. Leur comportement réel, dans le quotidien sinistre des services de réanimation, montre qu'il est possible de vivre comme des hommes, dans le respect de ces valeurs essentielles sans lesquelles la vie perd à jamais ses repères.

Mais j'ai aussi suivi comme un cours accéléré d'écologie, au sens que je donne à ce mot transformateur. À propos du crime global qu'est l'agriculture industrielle, des folies de l'agroalimentaire, des délires de la chimie de synthèse, de ces maladies créées par l'exposition à tant de toxiques, du terrifiant problème posé par le stress hydrique - une raréfaction des ressources en eau -, du climat.

Le monde inquiet des questions angoissées

Je vous le jure : j'ai davantage écouté que parlé. Car ce sont eux qui racontaient, montrant à quel point la société française sait être loin des misérables clichés déversés chaque jour par ses « élites » politiques et médiatiques. Il existe un espace inexploré, considérable, où de nouvelles questions, centrales, pourraient enfin être débattues. En somme, ces quelques urgentistes rencontrés ici m'ont paru comme les représentants d'un monde inquiet, qui cherche des réponses à des angoisses désormais évidentes.

Et c'est bien pourquoi je vomis notre classe politique. Aucun de ses membres ne saura se mettre au service de notre peuple et de l'humanité. Chacun joue sa partition attendue. Hollande prend la voix grave, espérant regagner quelques points de popularité, ce qui est d'ores et déjà acquis. Sarkozy, fidèle d'entre les fidèles à lui-même, essaie de se placer sur la photo. Valls peaufine son personnage bien connu de Clemenceau.

La plus merveilleuse des nouvelles

Et pourtant, l'espace existe. Il n'y a aucun doute qu'un politicien qui romprait avec l'ancien crèverait le plafond, et l'écran. Je vous parlais à l'instant de compost. Le soulèvement moral de notre peuple - pas tout le peuple, ne déliions pas - est la plus merveilleuse des nouvelles. Considérons donc que s'est ouverte une fenêtre, que des forces hostiles tenteront de refermer au plus vite. Ce serait donc l'heure idéale du tournant, mais je redoute que l'occasion historique d'avancer dans la seule direction possible - la fin de la tragédie écologique - ne soit encore gâchée par la petitesse des idées et des caractères.

Malgré cela, avançons, mes si chers amis. Premier impératif absolu : luttons contre toutes les formes de ré-

gression, au premier rang desquelles le racisme, qui trouvera là de primordiales raisons de flamber. Sur ce terrain si difficile, parlons à tout le monde, sans exclusive, car le feu est aux portes. Cela signifie pour moi rechercher l'unité la plus large, y compris - par définition - avec des groupes et personnes éloignés du combat pour la vie.

Et nous fûmes 100 000 en arrivant aux portes

Parallèlement - et en même temps -, considérons avec ceux qui le souhaitent la stupéfiante gravité de la crise écologique mondiale. Dans ce cadre très général, il faudra tout à la fois ouvrir en grand nos yeux, nos oreilles et notre cœur. Jamais la situation n'a été aussi favorable à notre cause, et il me semble possible de réunir à terme, dans un réseau dense, 100 000 d'entre nous. Ce serait un véritable tsunami. Une telle masse critique pourrait entraîner dans une autre direction la société tout entière. Vous n'y croyez pas ? Moi, si.

Franchement, qui aurait pu imaginer cette « insurrection des consciences » réclamée depuis si longtemps par mon cher grand ami Pierre Rabhi ? Qui ? Personne. Nul ne savait qu'il existe encore dans ce pays une société vivante et fraternelle. Amorphe en apparence, gorgée de pub et de télé, se battant à l'occasion pour un téléphone portable, obsédée par les écrans plats et les bagnoles dernier cri, la France vient de montrer le visage du bonheur commun. À la stupéfaction générale. La tragédie qui nous a frappés a réussi l'impossible : créer de l'harmonie avec les gestes et les mots de millions de personnes anonymes. Le grand fleuve rentrera dans son lit, mais on se souviendra que la crue régénératrice n'est jamais loin de l'étiage.

La meilleure part de nous vient de montrer ce qu'était la Beauté.



... Paroles de survivants

« Si Charlie Hebdo est raciste alors je le suis »

Réponse de Zineb El Rhazoui (journaliste à Charlie Hebdo) à Olivier Cyran le 2 décembre 2013

J'ai appris par voie de presse que je souffrais d'un terrible mal. Le diagnostic, fait par Olivier Cyran sur les colonnes du site «article 11», est sans appel : je suis raciste.

...Il n'est pas possible de reproduire ici l'intégralité de son texte, nous en proposons quelques extraits :

Racisme par omission

Une Zineb qui crache sur l'islam, ça te dépasse hein ? ça te déconcerte tant que tu as préféré ne pas me citer, pour ne pas introduire le doute quant à la véracité du procès de racisme que tu nous fais, nous les journalistes de Charlie. Si l'expression « cracher sur l'islam » te choque, laisse-moi là aussi te répondre. Pourquoi diable un Blanc qui crache sur le christianisme serait un anticlérical, mais une Arabe qui crache sur l'islam serait, elle, une aliénée, un alibi, une Arabe de service, une incohérence que l'on préfère même ne pas citer ? Pourquoi ? Penses-tu que les gens de ma race et moi-même soyons congénitalement hermétiques aux idées, universellement partagées, d'athéisme et d'anticléricalisme ? Ou bien penses-tu que contrairement aux autres peuples, notre identité soit uniquement structurée par la religion ? Que reste-t-il d'un Arabe lorsqu'il n'a plus l'islam ? A t'entendre, les gens comme moi seraient des espèces de harkis du coran, des traîtres si profondément rongés par un complexe racial qu'ils ne nourrissent qu'un seul regret, celui de ne pas être nés blanc. Mais moi, mon interaction avec les musulmans et les Arabes ne date pas de la marche des beurs.

Je suis ce qu'on appelle une blédarde, née au bled, assignée malgré moi à une case religieuse, pas seulement par toi, mais surtout par un Etat théocratique qui ne me laisse pas le choix de ma foi et qui régit mon statut personnel par des lois religieuses. Je me suis toujours demandé pourquoi des gars comme toi se couchent devant la propagande islamiste. Moi, les lois de mon pays ne m'accordent pas le quart des droits que tu as acquis à ta naissance, et si je me fais agresser ou violer dans les rues de Casa par un barbu, comme cela m'a été promis dans des centaines de mails – jamais pris au sérieux par la police marocaine, les sites qui ont repris ta tribune, diront certainement que je l'ai cherché, puisque je ne respecte pas l'islam. Et toi, ici en France, dans un Etat laïque, tu ressasses sans en cerner toute la teneur ce discours moralisateur selon lequel il faudrait « respecter l'islam », comme le réclament des islamistes qui ne se deman-



dent pas si l'islam respecte les autres religions, et les autres tout court. Pourquoi diable devrais-je respecter l'islam ? Il me respecte lui ? Le jour où l'islam manifesterait un tant soit peu d'estime envers les femmes d'abord, et envers les libres penseurs ensuite, je te promets de revoir mes positions.

Si tu nous le permets, à nous autres « islamophobes » de race musulmane, nous pensons que l'émancipation de nos sociétés passera forcément par l'affranchissement du joug de la religion d'Etat. Comme l'islam l'est à peu près partout dans les pays dits arabes, tu y trouves aussi une forte opposition à la théocratie, qui se nourrit aussi bien de l'universel de la séparation des pouvoirs que du scepticisme et de l'historicisation des sources islamiques. Nous nous permettons à peu près tout, comme par exemple de penser que Mahomet, et même Allah, ne sont pas irréprésentables. Caricatures, parodies de versets coraniques ou de hadiths, il suffit d'aller faire un tour sur nos forums pour y voir que Charlie n'est pas précurseur en la matière.

Faut nous comprendre, car vois-tu, des siècles après sa mort, Mahomet nous impose encore sa loi. Il est en quelque sorte le chef d'Etat perpétuel de cette oumma qui nous ôte notre liberté de penser, ou qui m'interdit à moi par exemple d'hériter à égalité avec mes frères ou encore d'épouser l'homme de mon choix. Pourquoi voudrais-tu, toi le contestataire, qu'un homme ayant autant de pouvoir que lui puisse se soustraire à la critique ? D'autant que lorsque je te parle de lois, je ne fais pas référence à d'obsoletes décrets coraniques, mais bien au droit positif de nos pays, au code civil qui régit nos mariages, divorces, héritages, gardes d'enfants, etc. Oui, c'est Mahomet, au nom d'Allah, qui en décide, et non pas nous autres hommes libres égaux à toi.

Pour toutes ces raisons, laisse-moi te dire que ce ne sont pas les représentants du culte islamique en Europe, dont tu entérines ces sornettes de « respect de l'islam », et qui, eux, profitent bien des joies de la laïcité, qui viendront fixer les limites de notre liberté d'expression. Ne te méprends pas Olivier, car l'antiracisme est bien du côté de Charlie Hebdo qui ouvre ses colonnes à des gens comme moi, qui ne peuvent s'exprimer dans leur pays sous peine de prison ou d'agression, plutôt que de ton côté à toi qui consens à livrer toute la « race musulmane » à son clergé autoproclamé. Charlie a conscience du bouillonnement intellectuel et idéologique qui anime le monde musulman, il a compris qu'une guerre s'y livrait entre la liberté et la dictature politico-islamiste, qu'elle date d'avant ou d'après les printemps arabes, et Charlie a tout simplement choisi son camp : le nôtre, le sien, celui des anticléricaux. Si le blasphème est un droit acquis par les héritiers de la civilisation chrétienne, pourquoi le dénies-tu aux musulmans ? Pourquoi l'Etat islamique serait-il acceptable en Tunisie ou en Egypte, mais pas en France ? N'est-ce pas cela, le racisme ?



Réforme territoriale : déni de démocratie, précipitation et improvisation

Les écologistes plaident depuis toujours pour une grande réforme de l'administration territoriale : couplée à un mode d'élection permettant de mieux assurer la représentativité démocratique, elle devrait favoriser l'implication des citoyen-ne-s dans les décisions les concernant.

Pour cela, il est essentiel de définir le bon échelon pour chaque décision et de favoriser la décentralisation des actes concernant la vie quotidienne, tout en conservant un cadre législatif fort (protection de notre environnement, des libertés, de l'égalité professionnelle, des démunis...) au niveau national et mieux encore au niveau européen. L'annonce d'une réforme territoriale par le Président de la République puis le premier ministre était donc plutôt bien accueillie.

Mais depuis le printemps dernier, le gouvernement semble tout faire dans le désordre : « une réforme à la hussarde » ont prévenu les élus écologistes à la région Auvergne dès juin 2014, « une grande déception » ont finalement commenté les députés écologistes après avoir voté contre la loi de fusion des régions (adoptée avec les seules voix des socialistes). Et pourtant les articles postés par les parlementaires au début des travaux sur la réforme témoignent de l'intérêt qu'aurait pu revêtir ce projet.

Au final, alors que de nombreux travaux ont été menés ces dernières années sur les pistes pouvant mener à une amélioration administrative et surtout une meilleure cohérence démocratique des décisions (car là devrait être le véritable fil conducteur de toute réforme administrative), le grand geste de la réforme a consisté dans une fusion autoritaire des régions. Cette fusion a paru tracée sur un coin de table, à peine ébauchée et déjà critiquée. Les départements, annoncés comme abandonnés, se sont vite vu renforcés. Le nombre d'élus régionaux qui a d'abord largement diminué, au risque de ne plus représenter les territoires ruraux, est finalement ramené exactement à son nombre précédent (les sièges des assemblées s'éloignant, on aura logiquement une augmentation de leur dépense de fonctionnement).

Si l'on reprend le rapport du « comité Balladur » rendu début 2009 sur les possibilités de réforme territoriale, après avoir auditionné l'ensemble des groupes politiques, l'idée d'une fusion de régions y figurait déjà (le nombre de 15 était avancé)... mais il était alors proposé de « favoriser les regroupements volontaires de régions ». À l'inverse de cette démarche, le gouvernement a imposé une fusion contre l'avis des élus locaux et des populations, contre les volontés territoriales de certaines régions comme la Bretagne. Le rapport Balladur indiquait aussi la nécessité

de coupler la réforme territoriale à une refonte financière et fiscale afin de conforter les moyens des collectivités. Rien sur ce plan n'est pour le moment engagé.

L'argument pour fusionner les régions s'est borné à la brève de comptoir : il faut des régions plus grosses et puissantes, car c'est comme ça partout en Europe. C'est bien évidemment faux : en Italie voisinent le Piémont (4,5 millions d'habitants) et le val d'Aoste (130.000 habitants, moins que la commune de Clermont-Ferrand). Si la région Auvergne-Rhône-Alpes représentera 7,6 millions d'habitants, toute la Slovaquie n'en a que 2 millions, divisés en 210 communes, sans région mais un projet de réforme vise à en créer sur la base des 8 régions traditionnelles mais non officielles. Pour reprendre le titre d'un article de Médiapart, « une région de taille européenne, ça n'existe pas ».

L'objectif qui sous-tend cette idée de régions très larges vise à exacerber la concurrence entre les régions. Au contraire, il faudrait développer la coopération entre l'ensemble des régions européennes : ce n'est pas en « piquant » aux régions voisines qu'on résoudra les problèmes économiques de l'Europe.

Concrètement, cette fusion des régions va éloigner un peu plus les citoyen-ne-s des centres de décisions, en créant des régions aux dimensions géographiques démesurées. Un seul exemple, si rien n'est fait pour améliorer les dessertes ferroviaires (ce qu'on pourrait bien faire par la simple coopération entre les régions), il faut 8 heures pour relier Annecy à Aurillac. Cette question des distances s'impose aussi cruellement aux fonctionnaires travaillant pour les Régions et pour les services déconcentrés de l'État : vont-ils devoir multiplier les kilomètres ou ne plus être présents sur le terrain et traiter les affaires de loin sur dossier uniquement ? Là encore, c'est l'improvisation totale, du moins du côté que je connais, l'administration de l'État. Des concertations locales devaient avoir lieu en novembre-décembre... annoncées par un courrier du Premier ministre, daté du 17 novembre (pour des concertations sur 2 mois, avec la période de Noël, c'est un peu juste), des décisions devaient être prises en mars dont on n'a encore aucune idée, les représentant-e-s des personnels devaient être associés, mais on ne sait pas encore ni qui ni comment. Toute la place est ainsi laissée aux rumeurs. Les craintes de mobilité forcée sont

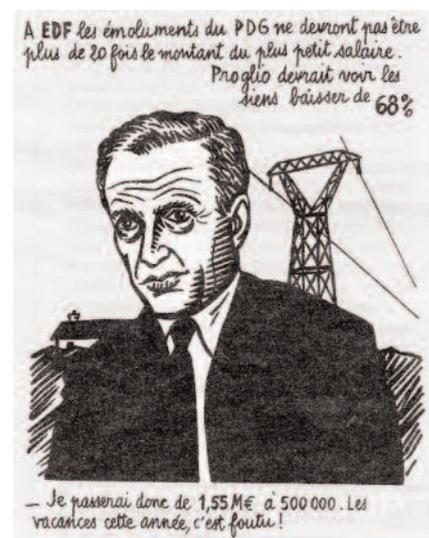
réelles et vont assurément se combiner avec un nouveau désengagement de l'État. Il est urgent que l'État employeur prenne toutes les mesures nécessaires pour accompagner les salarié-e-s, afin d'éviter une recrudescence des risques psycho-sociaux.

Enfin, en matière d'aménagement du territoire, cette réforme va engendrer une plus forte concentration autour des nouvelles villes sièges de régions et risque d'engendrer une perte de dynamisme pour les villes délaissées. Espérons au moins qu'une politique volontariste de développement des alternatives aux déplacements professionnels sera mise en œuvre parallèlement à la réforme (télétravail, vidéoconférence, espaces de travail collaboratifs...).

Voulant montrer sa capacité à réformer le pays, le gouvernement, appuyé par une majorité de parlementaires socialistes hésitante, est en train de gâcher ce qui aurait pu être l'occasion d'une avancée démocratique pour notre pays, d'un vrai débat sur un meilleur aménagement du territoire. Quel dommage !

Au-delà de la fusion des régions, les autres aspects de la réforme territoriale sont encore en discussion jusqu'à fin janvier au Parlement notamment les compétences des différentes collectivités.

Arnaud ALEXANDRE



Honoré

TESCOU S'EN VA-T-EN GUERRE...

Et les écolos aussi. C'est du moins ce qu'affirme le Président de la FNSEA, Xavier BEULIN en expliquant doctement à la radio que le barrage de SIVENS était nécessaire, qu'il avait été décidé par les élus du Tarn, qu'il fallait appliquer la loi et que les "djihadistes verts" étaient responsables de la mort de Rémi FRAISSE !

On savait déjà que les écologistes voulaient revenir à la bougie ou la lampe à huile (selon le degré de culture historique de leurs détracteurs), on avait accusé Antoine WAECHTER et ses partisans d'être des "Khmers verts" (le pauvre Antoine protégeant les castors à 16 ans devenait ainsi, à l'âge adulte, un Pol Pot alsacien coupeur de têtes !). Cette étiquette ancienne fut ressortie récemment à Lyon par le Sénateur-Maire Gérard COLLOMB contre le leader d'EE-LV Philippe MEIRIEU, conseiller régional et éminent pédagogue. Mais le "petit" agriculteur Xavier BEULIN* (qui sera peut-être ministre dans un gouvernement de Droite comme ses prédécesseurs Michel DEBATISSE, Secrétaire d'État aux industries agricoles et François GUILLAUME Ministre de l'Agriculture) fait beaucoup mieux en comparant les écolos aux islamistes fanatiques engagés dans les rangs de l'armée du califat).

Jean-Vincent PLACÉ, Président du groupe EE-LV au Sénat a demandé des excuses à Xavier BEULIN mais celui-ci persiste et signe alors même que le Conseil général du Tarn vient de décider la suspension des travaux du barrage de Sivens ! Xavier BEULIN, véritable matamore, prétend qu'il n'a qu'à lever le petit doigt pour mobiliser 5000 agriculteurs sur le site du Tesco et obtenir la poursuite des travaux

Le premier numéro de La Fouine, le nouveau magazine d'information de la Fédération Allier Nature, est en ligne.



Il peut être téléchargé à l'adresse suivante : www.alliernature.asso.fr (La Fouine - n° 1 - décembre 2014 - 19 pages - format PDF - 1,9 Mo).

Au sommaire :

- Travaux des contournements routiers de Vichy, le « Notre-Dame des Landes » auvergnat, et de Varennes dans le lit majeur de l'Allier : la dynamique fluviale dynamisée, les associations également
- Le projet de barrage inutile sur la Chaux, à Colombier, qui refait surface
- La ligne à grande vitesse POCL (Paris - Orléans - Clermont - Lyon)
- Le début des travaux du démentiel projet immobilier et de golf de Montcombroux-les-Mines
- L'Allier classé 92ème sur 96 départements dans le domaine de la qualité de l'eau par le Palmarès de l'écologie !
- Les déchets Polival à Montluçon
- Une tribune sur le loup...

Fédération Allier Nature (FAN)
Maison des Associations - 216 Avenue de la Gare
03 290 Dompierre-sur-Besbre
Tél. : 04 70 34 69 49 - Mail : alliernature@orange.fr
www.alliernature.asso.fr

et la construction d'un barrage d'1,5 million de mètres cubes sur 48ha. Le barrage, long d'1,5km et haut de 12m, arrêterait le cours de la rivière Tesco et de son affluent le Tescounet, détruisant une forêt et une zone humide d'un intérêt floristique et faunistique reconnus par la contre-enquête de la Commission indépendante qui a rendu récemment son rapport au Ministère de l'Écologie. Ce rapport déclare aussi le projet surdimensionné et trop coûteux.

Incendie du Centre des Impôts de Morlaix : État de droit, mon œil !

Xavier BEULIN s'abrite derrière l'État de droit pour fustiger les manifestants écolos pacifistes mais il s'est bien gardé d'en appeler à cet État de droit quand des agriculteurs bretons ont incendié le Centre des Impôts de Morlaix. On ne compte plus les bâtiments publics souillés de lisier, de fumier, caillassés, tagués par des militants de la FNSEA. Rappelons aussi le saccage des bureaux de Dominique VOYNET (gouvernement JOSPIN) ministre verte de l'Environnement et l'envahissement de ceux d'Allier Nature en décembre 2000, quand notre camarade René CHANAUD en était le Président. L'état de droit est bien loin. Quant aux destructions de radars routiers et de portiques pour l'écotaxe menées par des "djihadistes bretons aux bonnets rouges", Xavier BEULIN n'a pas demandé qu'un gouvernement couillu mate les insurgés (dans son langage plein de délicatesse). En l'occurrence, le gouvernement eunuque, émasculé, châtré, castré, au choix, a reculé comme il sait si bien le faire et Monsieur BEULIN en a été ravi comme le jour où il touche les subventions européennes.

* Xavier BEULIN exploite en EARL 500ha de céréales et oléagineux et élève des vaches avec un quota de 150 000 litres de lait par an. Il est Président d'Agroprotéol, une société produisant du biodiesel (qui n'a de bio que le nom) au chiffre d'affaires de 6 milliards d'euros en quasi-monopole avec exonération fiscale. Il est aussi dirigeant de la principale société de nutrition animale Sanders et a une participation au groupe Limagrain... Bref un spécialiste en djihadisme agro-industriel.

Michel DURANT
le 31 octobre 2014

PS : Ségolène Royal, ministre de l'écologie, vient d'annoncer l'abandon du projet initial. On connaît les mots, après l'initial, il peut y avoir des suivants.



Europe Ecologie-Les Verts se met à votre écoute.

Comment évoluer ? Prenez la parole ! Venez dire comment vous voyez les choses, venez nous dire ce que vous avez sur le cœur. Chacun d'entre vous essaie de changer les choses à son niveau, dans sa vie, dans sa famille, dans son quartier, dans des associations, dans des syndicats. Alors, venez nous faire profiter de votre expérience et de vos réflexions.

Venez nous interpeller. Venez nous interroger. Venez nous critiquer. Venez nous proposer vos idées. En toute liberté de parole et de questionnement, d'égal à égal, de citoyen à citoyen. Ces rencontres ont lieu en ce moment à Clermont-Ferrand, d'autres auront lieu un peu partout, renseignez-vous !

Projet de golf à Moncombroux-les-Mines

Quel mode de développement pour le département de l'Allier ?

Contre toute attente, un projet de golf refait surface dans le département de l'Allier. Il avait fait l'objet d'une enquête publique au titre de la loi sur l'eau en 2011 (voir « Bataille sur le golf » n° 50 de ce journal, juin 2011).

Fin 2014, massacre à la tronçonneuse sur le site, le Préfet délivre un permis de déboisement !



Ce projet, très ancien, à l'origine porté par des Japonais puis cédé à des Hollandais, avait fait l'objet de nombreuses critiques de la part d'EELV dans le cadre de l'enquête publique. Ce dossier se situe aux antipodes du développement durable : gaspillage de terres agricoles et d'espaces naturels (300 ha), de la ressource en eau, atteintes à la biodiversité, pollutions... Il est aussi associé à une vaste opération immobilière : construction de trois hameaux de haut standing, hôtel, parkings...

Comme d'habitude, le commissaire enquêteur avait émis un avis favorable....

Quatre ans plus tard, nous sommes en colère, car, à l'heure du réchauffement climatique, de l'épuisement des ressources naturelles, de l'artificialisation des sols, un tel projet n'a plus de sens, (2015 promue année internationale des sols par la FAO).

En début d'année, une vingtaine de personnes, écologistes, citoyens, militants associatifs s'est réunie. En collectif, ils dénoncent :

- l'argument de l'emploi à court terme soutenu par de nombreux élus,
- le grand écart entre les déclarations vertueuses au regard de la protection de l'environnement des collectivités et leurs engagements dans ce domaine,
- le fait que ce projet, de nature privée, aurait des impacts certains sur notre environnement dont nous sommes tous dépositaires.

Bien décidé à faire entendre sa voix, ce collectif, a décidé différentes actions. Dans un premier temps, interpellé élus, décideurs sur le mode de développement que nous souhaitons voir mis en œuvre dans le département de l'Allier.

Gérard Matichard
Le 17-01-2015



Lima confirme l'engagement des Etats pour un accord à Paris en 2015, mais le climat reste prisonnier des égoïsmes nationaux.

Publié le 18 décembre 2014

La 20ème Conférence des Parties de la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (COP20) s'est terminée dimanche avec un texte qui pose les bases de négociation pour l'accord global qui devra être signé à Paris dans un an, sans acter malheureusement d'avancées significatives.

Pour Yannick JADOT, député européen et coordinateur de la COP21 pour le groupe des Verts au Parlement européen :

« La bonne nouvelle, c'est qu'en dépit des tensions très fortes à Lima, aucun pays n'a remis en cause la nécessité de trouver un accord global et ambitieux à Paris l'année prochaine. Malheureusement, la dynamique politique créée par l'accord US-Chine sur le climat ne s'est pas traduite par des avancées concrètes.

Les négociations des Nations-Unies sur le climat et les dirigeants démontrent qu'ils peinent dramatiquement à intégrer les nouvelles réalités climatiques et économiques et accentuent leur retard par rapport à la prise de conscience et à l'action des citoyens, des collectivités locales et des entreprises.

Surtout, il n'y a toujours pas de visibilité sur l'enjeu crucial du soutien financier aux pays en développement pour s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique et participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Du coup, le fossé de défiance entre les pays riches et les pays pauvres n'a pas commencé d'être comblé. En outre, on constate déjà que les engagements des pays les plus émetteurs qui seront soumis d'ici mars 2015 sont loin d'être suffisants pour maintenir la planète sous 2 degrés de réchauffement.

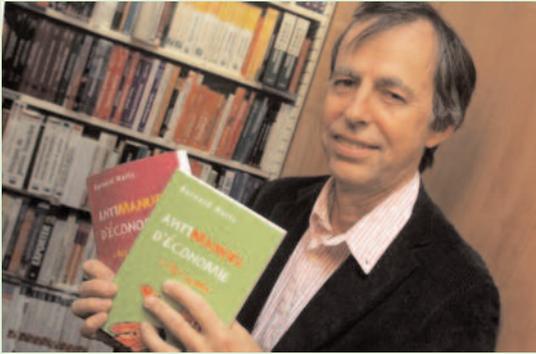
Des instruments internationaux efficaces en matière de financement climat pour accélérer, dans les pays en développement, tant le transfert des énergies fossiles vers les renouvelables que les solutions soutenables et respectueuses du climat doivent être déployés rapidement. C'est dans notre propre intérêt. Plus vite ce changement de cap s'opérera, moins seront élevés les coûts humain et financier pour stopper un dérèglement climatique dangereux.

L'Union européenne doit montrer l'exemple par ses engagements financiers et ses objectifs de réduction des émissions. Des dialogues ministériels sont planifiés pour le printemps 2015 en Norvège et à Bruxelles, ainsi qu'un conseil informel de l'environnement où la question du financement climat sera approfondie. L'UE doit montrer la voie en donnant sa feuille de route pour contribuer à l'objectif des 100 milliards de dollars par an en 2020 et au-delà.

La pression publique devra s'exercer sans relâche en 2015 afin que les principaux responsables des émissions réévaluent leurs ambitions pour Paris. La « campagne européenne Paris 2015 » de notre groupe au Parlement européen est d'ailleurs l'une de nos priorités des douze mois à venir !

Aujourd'hui, les citoyens, mais aussi de nombreuses entreprises, villes ou régions attendent des dirigeants qu'ils prennent enfin acte des énormes bénéfices économiques, sociaux et démocratiques liés à une révolution énergétique et industrielle pro-climat. Alors que l'économie verte est en route, c'est au tour des chefs d'Etat et des négociateurs d'entendre ce changement profond de société. «

Bernard MARIS, Oncle Bernard à Charlie Hebdo,



victime de
l'attentat,
a ouvert les yeux
à bien des gens

«L'économie est basée sur la destruction de la nature, les économistes ne prennent pas en compte l'irréversibilité des destructions, ils pensent que tout finit par revenir à l'équilibre, c'est faux»

«les mines anti-personnel, la guerre, la destruction des forêts, créent de l'emploi»

«la concurrence libre et non faussée ne donne pas la bonne solution car c'est la perte du bon au profit du mauvais, la solidarité est bien meilleure»

«l'économie, science de l'utilité, détruit la maison,
l'écologie, qui essaie de sauver la maison,
est la connaissance de la beauté»



VERTS AUVERGNE
Journal trimestriel
du parti EUROPE ECOLOGIE
LES VERTS Région AUVERGNE
11 rue des Deux Marchés
63000 Clermont-Ferrand
tél. 04 73 91 02 73

Janvier 2015
2 € N° 62

Dispensé de timbrage CLERMONT-FERRAND



*Bonne année 2015 pleine de solidarité et de joie
à travers la simplicité des petits bonheurs du quotidien.
Cette année encore soyons les acteurs du changement
que nous voulons voir dans le monde*

Nicolas Bonnet

**DÉCOURAGÉ ?
INDIGNÉ ?
MOTIVÉ ?
ADHÉREZ
COMME VOUS ÊTES !
L'ÉCOLOGIE
A BESOIN DE VOUS ***



à nos adhérents :

Votre cotisation
est valable
une année civile.

Avec la nouvelle année,
vient le moment
de renouveler
votre adhésion,
pensez-y !

Journal trimestriel des Verts Auvergne
imprimé par nos soins
Tirage 1600 exemplaires
ISSN 1260934 X ; CPPAP 0116 P 11214
Abonnement : 7.20 € par an
Directeur de la Publication
François SKVOR
Directeur de la Rédaction
Bruno FREGONESE
Secrétaire de Rédaction
Dominique DUMAZEL

Contactez-nous :

auvergne@eelv.fr

http://auvergne.eelv.fr

ou envoyez le coupon ci-dessous à
EUROPE ECOLOGIE VERTS AUVERGNE
11 rue des Deux-Marchés
63000 CLERMONT-FERRAND

M.....

Adresse.....

.....

tél ou mail

désire

- s'abonner au journal des Verts Auvergne au prix de 7.20€/an

- adhérer au parti Europe Ecologie Les Verts

- Souhaite soutenir EELV et fait un don de

de€ par chèque à l'ordre de l'association de financement d'EUROPE ECOLOGIE LES VERTS AUVERGNE

*** Et nous avons tous besoin d'écologie...
rendez-vous sur [http:// auvergne.eelv.fr](http://auvergne.eelv.fr)**